NATIONS
UNIES

EP

Programme des
Nations Unies pour
l'environnement

Distr.
RESTREINTE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/27/5
16 février 1999

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

Comité exécutif
du Fonds multilatéral aux fins
d'application du Protocole de Montréal

Vingt-septième réunion
Montréal, 24-26 mars 1999

PLAN D'ACTIVITÉS GLOBAL DU FONDS MULTILATÉRAL POUR 1999

INTRODUCTION

1. Dans le présent document, le Secrétariat du Fonds fait une récapitulation des plans d'activités soumis par les agences d'exécution et les agences bilatérales. Les soumissions des agences d'exécution constituent les versions révisées des projets de plans d'activités qui ont été soumis à la 26e réunion en novembre 1998. La récapitulation comprend également les plans de travail de 1999 soumis par l'Allemagne, la Belgique, le Canada, la Finlande, la France, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Suède.

2. Le présent document a pour objet de présenter une vue d'ensemble des facteurs suivants: niveau prévu des ressources, affectations de fonds, principales catégories d'activités et objectifs et indicateurs d'efficacité du Fonds multilatéral en 1999.

3. En outre, il comprend également les observations du Secrétariat sur les questions pour lesquelles il estime qu'une décision du Comité exécutif serait requise.

AFFECTATION DES RESSOURCES

4. Le Tableau 1 compare les affectations de fonds décidées à la 26e réunion et les montants indiqués dans les plans d'activités soumis à la 27e réunion par les agences d'exécution.

Tableau 1

AFFECTATION DES RESSOURCES

POSTES BUDGÉTAIRES	**Montants des affectations ($US)**	**Montants des plans d'activités ($US)**
PROJETS D'INVESTISSEMENT		
Parts des agences	88 625 104	87 112 331
Aérosols et halons	7 146 339	7 182 379
PME	9 831 739	9 709 156
PRÉPARATION DE PROJETS	4 559 060	3 865 250
NON INVESTISSEMENTS		
Renforcement des institutions	4 288 448	4 196 895
Autres projets ne portant pas sur des investissements	4 931 320	4 958 264
BROMURE DE MÉTHYLE		
Agences d'exécution	27 455 600	27 196 398
Préparation de projets	384 200	683 650
Bilatéral	5 000 000	1 560 000
COOPÉRATION BILATÉRALE	10 000 000	18 637 436
TOTAL PARTIEL	162 221 810	165 101 760
FONDS NON AFFECTÉS – Priorité pour la production	7 178 190	
Production (contingence)		15 304 348
Autres projets d'investissements (contingence)		28 973 396
TOTAL	169 400 000	209 379 504

5. La décision 26/8 b) stipule qu'aucune agence ne serait autorisée à soumettre des projets au-delà du montant qui lui est affecté. Dans l'ensemble, le niveau de financement indiqué dans le projet de plan d'activités global a été respecté par les agences d'exécution. Dans quelques cas, les agences ont réduit le montant de financement pour certaines catégories. La principale différence dans les affectations depuis la 26e réunion résulte de l'addition de nouvelles activités de préparation de projets sur le bromure de méthyle et du niveau de coopération bilatérale.

Coopération bilatérale

6. Il a été déterminé, d'après les plans de travail reçus pour la coopération bilatérale en 1999, que la valeur totale des activités dans ce domaine dépassera 20 millions $US, dont 1,6 million sont destinés au secteur du bromure de méthyle et 18,6 millions $US à d'autres activités de coopération bilatérale. Sur ce dernier montant de 18,6 millions, quelque 14 millions seront utilisés pour des projets d'investissement. Environ la moitié de cette somme est destinée à un pays qui s'apprête à présenter des demandes de coopération bilatérale au Comité exécutif pour la première fois.

Fonds non affectés, secteur de la production et tableaux de contingence

7. À sa 26e réunion, le Comité exécutif a décidé que la somme totale non affectée devrait rester non affectée, mais qu'elle serait réservée en priorité au secteur de la production (décision 26/8 a)). La Banque mondiale a inclus 15,3 millions $US (excluant la surprogrammation) pour des activités dans le secteur de la production dans sa liste de projets de contingence.

8. Outre les 15,3 millions $US prévus par la Banque pour le secteur de la production, le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale ont inclus des projets d'une valeur totale de 29 millions dans leur tableaux des contingences. Ces tableaux contiennent des projets destinés à remplacer ceux qui pourraient soulever des questions de politique, ainsi que des projets supplémentaires au cas où des nouvelles ressources deviendraient disponibles en 1999.

9. Comme il est indiqué dans le projet de plan d'activités global, la somme totale des ressources disponibles en 1999 fera l'objet d'autres modifications après la 27e réunion, lorsque le solde des fonds restant de 1998 sera connu.

Parts des agences

10. À sa 25e réunion, le Comité exécutif a modifié comme suit les parts des trois agences d'exécution, sur la base de l'évaluation des performances de leurs plans d'activités pour 1997: PNUD 29 %, ONUDI 22 % et Banque mondiale 43 %. Le Comité a réservé le solde de 6%, soit 5,6 millions $US, sur le montant total des fonds affectés aux agences (93,8 millions $US) pour des projets dans les secteurs des aérosols et des halons. Le Tableau 2 illustre la répartition des fonds entre les trois agences d'exécution pour 1999, en application de cette décision.

Tableau 2

AFFECTATIONS DES RESSOURCES AUX AGENCES POUR DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Agence/Secteur	Part	Montant affecté (million $US)	Montants des projets de plans d'activités pour 1999 (million $US)		
			PNUD	ONUDI	Banque
PNUD	24%	27,20	26,45		
ONUDI	22%	20,64		20,64	
Banque mondiale	43%	40,33			39,68
Aérosols et halons	6%	5,63	2,51	2,64	2,00
Total	100%	93,80	29,68	23,28	42,33

Ventilation par région des activités prévues pour 1999

11. Le Tableau 3 indique la ventilation par région des activités prévues dans les plans d'activités[1] de 1999, en termes de dépenses, d'élimination d'ODS approuvée et du nombre de pays couverts. Les données pertinentes correspondant aux plans d'activités de 1998 sont incluses à titre de comparaison.

Tableau 3

VENTILATION PAR RÉGION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT, DE RÉCUPÉRATION/RECYCLAGE ET DE BROMURE DE MÉTHYLE

Région	Montant des dépenses ($US)		Élimination d'ODS approuvée (tonnes ODP)		Nombre de pays	
	1998	1999	1998	1999	1998	1999
Afrique	12 664 000	8 985 000	1 206	596	16	15
Asie et Pacifique	70 800 000	78 024 000	19 725	23 809	14	17
Europe	6 473 000	5 540 000	955	546	6	6
Amérique latine et Caraïbes	28 368 000	37 238 000	2 441	2 824	19	17
Total	118 306 000	129 787 000	24 327	27 775	55	55

12. La somme totale de 7,8 millions $US est proposée pour les pays à faible volume de consommation pour 1999, soit 52% du montant annuel de 15 millions $ prévu pour ces pays dans le plan d'activités triennal.

[1] Pour des projets d'investissement, de bromure de méthyle et de récupération/recyclage, à l'exclusion de la préparation de projets, le renforcement des institutions et autres activités ne portant pas sur des investissements.

Ventilation par secteurs des activités prévues pour 1999

13. Conformément aux objectifs établis dans le plan d'activités triennal, le plan de 1999 continue de prévoir le financement d'activités d'élimination dans tous les secteurs de consommation d'ODS. Le Tableau 4 indique la ventilation par secteur des activités prévues.

Tableau 4

VENTILATION PAR SECTEUR DES PROJETS D'INVESTISSEMENT, DE RÉCUPÉRATION/RECYCLAGE ET DE BROMURE DE MÉTHYLE[2]

Secteur	Montant affecté ($US)	Pourcentage des affectations	Élimination d'ODS (tonnes ODP)	Pourcentage d'élimination
Aérosols	5 258 000	4%	1 058	4%
Mousses	35 235 000	27%	4 652	17%
Fumigènes	23 475 000	18%	558	2%
Halons	2 815 000	2%	6 275	23%
Production	23 270 000	18%	10 970	39%
Réfrigération	28 804 000	22%	2 848	10%
Solvant	10 930 000	8%	1 415	5%
Total	129 787 000	100%	27 775	100%

Bromure de méthyle

14. Le Comité a également décidé, à sa 26e réunion que le financement des activités relatives au bromure de méthyle dans les projets de plans d'activités était suffisant (32,8 millions $US). Ce montant suppose une contribution de 5 millions $US des agences bilatérales. Or, d'après les demandes soumises à la 27e réunion, celles-ci n'ont prévu que 1,56 million $ pour ce secteur dans les plans d'activités de 1999 pour la coopération bilatérale. D'autre part, l'ONUDI a relevé d'un million de dollars environ le niveau de financement du bromure de méthyle, tandis que la Banque mondiale a réduit son financement de 1,2 million. Le PNUE a également diminué les fonds prévus pour le bromure de méthyle, qui passent de 1,38 million $US (1,56 million $ avec les frais d'agence) à 670 000 $US (757 100 $ avec les frais d'agence). Toutefois, dans l'ensemble, les demandes restent dans les limites des affectations convenues. La ventilation par agence est indiquée dans le Tableau 5 ci-après.

[2] Excluant les activités ne portant pas sur des investissements, telles que l'assistance technique et la formation dans le domaine du bromure de méthyle.

Tableau 5

VENTILATION PAR AGENCE DES FONDS DESTINÉS AU BROMURE DE MÉTHYLE

Agence	Montant affecté ($US)	Pourcentage du total
Bilatéral	1 560 000	5
PNUD	6 576 600	22
PNUE	757 100	3
ONUDI	19 662 000	67
Banque mondiale	884 348	3
Total	29 440 048	100

PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS ET RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

15. Le Tableau 6 présente les activités ne portant pas sur des investissements et les activités de renforcement des institutions prévues pour 1999.

Tableau 6

ACTIVITÉS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS ET ACTIVITÉS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS PRÉVUES POUR 1999 (EN $US)

Agence	Prépar. de programmes de pays	Renforc. des institutions	Bromure de méthyle	Plans de gestion des frigorigènes	Assistance technique	Formation	Total
PNUD	-	893 589	-	-	-	-	893 589
PNUE	113 000	2 283 956	757 100	372 900	3 432 940	723 200	7 683 096
ONUDI	180 800	740 150	45 200	67 800	-	-	1 033 950
Banque mondiale	-	279 483	-	-	67 800	-	347 283
Total	293 800	4 197 178	802 300	440 700	3 500 740	723 200	9 957 918

PROJETS COMPORTANT DES QUESTIONS DE POLITIQUE

16. À sa dernière réunion, le Comité a décidé d'accélérer la résolution des questions relatives aux lignes directrices et aux politiques qui étaient encore en suspens (décision 26/8 d)). Les agences ont recensé, dans leurs plans d'activités, des projets d'une valeur d'environ 26 millions $US, susceptibles de soulever des questions de politique (comparé au montant de 27 millions indiqué dans les projets de plans d'activités). Ces questions risquent également

d'influer sur les demandes qui seront soumises après 1999 et dont la préparation devra commencer en 1999.

17. Sur ce montant, environ 12,7 millions $US sont liés à la question de politique pour le secteur de la production de CFC. Le Sous-groupe du Comité exécutif sur le secteur de la production poursuit l'examen de cette question et il est prévu qu'il sera saisi de propositions de projets pour la Chine et l'Inde.

18. Près de 5 millions $ de ce montant sont liés à la stratégie d'élimination du secteur des solvants en Chine. Une autre somme de 1,7 million $US destinée à l'Inde est également liée à une question de politique relative au financement de projets pour des agents de traitement. L'ordre du jour de la 27e réunion prévoit l'examen d'une note à ce sujet, pour donner suite à la décision X/14 de la 10e Réunion des Parties qui invitait le Comité exécutif a s'efforcer en priorité à élaborer des lignes directrices sur le financement et à commencer à examiner les premières propositions de projets pour les agents de traitement en 1999.

19. Un projet d'une valeur de 2 millions $US dans le secteur de l'utilisation ultime de la réfrigération commerciale (secteur des refroidisseurs) à Cuba risque de soulever des questions de politique. La 27e réunion sera saisie d'une note concernant les circonstances propres à l'élimination des ODS dans ce secteur particulier.

20. Les autres projets signalés comme soulevant des questions de politique sont: un projet de recyclage de 2 millions $US au Mexique; des projets dans lesquels les entreprises auraient commencé la production après la date limite de juillet 1995 (2 projets au Népal et un projet en Colombie) et un projet en Moldova dans lequel l'entreprise pourrait ne pas être financièrement viable. Ces questions appellent l'obtention de renseignements supplémentaires par les agences d'exécution et ne nécessitent donc pas de suite de la part du Comité exécutif.

Questions de politique du PNUE

21. Le PNUE demande des directives sur le traitement à accorder au projet approuvé intitulé "Inventaire et évaluation des technologies et des connaissances écologiquement rationnelles et économiquement viables propres à faciliter l'élimination des ODS". Il propose en outre que le Comité envisage l'adoption d'un nouveau modèle et/ou de lignes directrices révisées pour les projets de renforcement des institutions, l'affectation de ressources supplémentaires pour les projets ne portant pas sur des investissements pour les prochaines années, ainsi que la nécessité de ressources supplémentaires à celles qui sont prévues dans le plan d'activités pour la préparation et l'application de PGF. N'ayant pas obtenu la rétroaction souhaitée sur les projets achevés de récupération et de recyclage, le PNUE fait appel à l'assistance du Comité exécutif pour obtenir les informations nécessaires des agences d'exécution et des donateurs bilatéraux.

INDICATEURS D'EFFICACITÉ

22. À sa 26e réunion, le Comité exécutif a approuvé de nouveaux indicateurs d'efficacité pour l'évaluation des plans d'activités des agences d'exécution. La présente section décrit les principaux indicateurs d'efficacité pour les projets d'investissement (élimination et décaissement), et fait un résumé des autres indicateurs fournis par les agences d'exécution.

Élimination et déboursement prévus dans les projets déjà approuvés

23. Le Tableau 7 récapitule les prévisions d'élimination indiquées dans les projets approuvés jusqu'à fin 1998, en indiquant l'objectif d'élimination déterminé par le Secrétariat en application de la décision 26/8 et les objectifs proposés par les agences d'exécution.

Tableau 7

ÉLIMINATION PRÉVUE EN TONNES ODP

Agence	Objectif calculé par le Secrétariat	Objectif proposé par les agences	Différence
PNUD	11 876	3 800	8 076
ONUDI	5 883	5 875	8
Banque mondiale	15 542	17 174	-1 632
Total	33 301	26 849	6 452

24. Dans le cas du PNUD, la différence entre les deux montants est énorme. Les explications du PNUD sont présentées dans la section des observations du Secrétariat sur le plan d'activités de l'agence. Toutefois, étant donné l'ampleur de l'écart, le Comité pourrait demander de plus amples explications au PNUD.

25. Les décaissements prévus dans les projets approuvés jusqu'à la fin de 1998 sont présentés dans le Tableau 8. Il est à noter que, pour les plans d'activités de 1998, le Comité exécutif a établi pour chacune des agences d'exécution un objectif de décaissement équivalant à 70% de la valeur des projets approuvés jusqu'à la fin de 1997.

Tableau 8

DÉCAISSEMENTS PRÉVUS DANS LES PROJETS D'INVESTISSEMENT PRÉCÉDEMMENT APPROUVÉS

Agence	Objectifs de décaissement pour 1999 (millions $US)	Décaissements effectifs des projets approuvés en 1998 (%)
PNUD	36,2	63,8
ONUDI	27,6	74,6
Banque mondiale	52,3	69,1
Total	116,1	68,8

Sommaire des autres indicateurs d'efficacité

26. En application des décisions 26/4 et 26/5, deux séries d'indicateurs devront être incluses dans les plans d'activités: les indicateurs pondérés et les indicateurs non pondérés. Les indicateurs soumis sont présentés dans le Tableau 9 (indicateurs pour les activités d'investissement) et le Tableau 10 (indicateurs pour les autres types d'activités).

Indicateurs d'efficacité pour les projets d'investissement

27. Une comparaison entre les indicateurs d'efficacité des différentes agences d'exécution ne serait pas très pertinente, étant donné la variété des portefeuilles et les méthodes de mise en œuvre. Par contre, il est évident que les agences accordent différents degrés d'importance à l'établissement des rapports d'achèvement de projets. Ainsi, le PNUD prévoit de soumettre 50% des rapports dus en 1999, tandis que l'ONUDI et la Banque mondiale envisagent de soumettre respectivement 80% et 77%.

28. Le coût de la préparation des projets dépend en grande partie de la taille des projets en préparation. Le coût de l'ONUDI est généralement déterminé cas par cas. Le PNUD et la Banque mondiale demandent normalement la préparation de projet par pays. Il y a eu cependant une modification des objectifs depuis la soumission des projets de plans d'activités: ils passent de 2% à 3-4 % pour la Banque mondiale et de 2,7% à 3,5% pour le PNUD.

Tableau 9

INDICATEURS D'EFFICACITÉ POUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT

	PNUD	ONUDI	Banque mondiale
Indicateurs pondérés			
Élimination d'ODS dans les projets précédemment approuvés (tonnes ODP)	3 800	5 875	17 174
Fonds décaissés ($US)*	36 160 000	27 612 000	52 276 000
Pourcentage de rapports d'achèvement satisfaisant de projets soumis	50%	80%	77%
Nombre de pays entre lesquels sont répartis les projets des plans d'activités	37	30	12
Indicateurs non pondérés			
Valeur des projets à approuver ($US)*	37 459 500	21 112 867**	51 980 000
ODP des projets à approuver (tonnes ODP)	2 979	3 445**	20 200
Coût de la préparation des projets (% de la valeur des projets soumis)	3,5%	2%	4,0%
Rapport coût-efficacité des projets à approuver ($US/kg ODP)	12,60	6,12	2,4
Vitesse d'exécution (nombre de mois entre l'approbation et le premier décaissement)	12 mois	7 mois	22 mois
Vitesse de réalisation (nombre de mois entre l'approbation et l'achèvement)	30 mois	N/i	35 mois
Émission/réduction nette d'ODP découlant des retards/de la réalisation accélérée des projets	5 896 tonnes ODP ***	5 761 tonnes ODP	5 550 tonnes ODP
N/i – Non indiqué.			
* Inclut les coûts d'appui des agences (13%), mais excluant les 15% de surprogrammation			
** Excluant les projets sur le bromure de méthyle et les aérosols			
** Non inclus dans le plan d'activités, mais communiqué ultérieurement par fax au Secrétariat			

Indicateurs d'efficacité pour les projets ne portant pas sur des investissements

29. Il peut être difficile, compte tenu de la taille de leurs programmes respectifs, de comparer les indicateurs d'efficacité pour les projets ne portant pas sur des investissements des agences d'exécution. Le portefeuille du PNUE est le plus garni en projets de cette catégorie.

30. Le PNUE a établi comme objectifs des taux de réalisation et de décaissement. Or les directives adoptées à la 26e réunion préconisent des montants et non pas des pourcentages. La plupart des activités des programmes de travail des agences d'exécution sont approuvées à la même réunion où leurs plans d'activités sont approuvés, sauf dans le cas du PNUE, qui est autorisé à soumettre son programme de travail à la réunion avant l'approbation finale des plans d'activités. Toutefois, comme la plupart des activités de programmes de travail sont achevées dans un délai d'un an après l'approbation, si une agence ne reçoit pas d'approbation pour une activité de son programme de travail à la même réunion où les objectifs indicateurs d'efficacité

sont approuvés, il lui serait difficile de réaliser ses objectifs. C'est la raison pour laquelle le PNUE a soumis des objectifs sous forme de pourcentages plutôt que de montants.

31. Le Comité exécutif a approuvé deux indicateurs d'efficacité non pondérés à sa 26e réunion:

- Politiques appropriées et opportunes adoptées par les pays à la suite de réseautage, de formation, d'échange d'information, d'établissement de programme de pays et/ou de renforcement des institutions (nombre de pays);
- Réduction de la consommation d'ODS en sus de celle qui résulte de projets d'investissement (tonnes ODP).

32. Les agences d'exécution ont été invitées à s'efforcer d'établir des objectifs pour ces indicateurs. La plupart ont essayé de fournir un objectif, mais dans la majorité des cas, les objectifs ne semblent guère être pertinents aux indicateurs.

Tableau 10

INDICATEURS D'EFFICACITÉ POUR LES PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS

	PNUD	PNUE	ONUDI	Banque mondiale
Indicateurs pondérés				
Nombre de projets à achever	10	60% des projets approuvés	3	6
Fonds décaissés ($US)	2 260 000	60% des fonds approuvés	990 000	2 600 000
Vitesse d'exécution (nombre de mois entre l'approbation et le premier décaissement)	9 mois	6 mois	5 mois	17 mois
Vitesse de réalisation (nombre de mois entre l'approbation et l'achèvement)	27 mois	17 mois	10 mois	32 mois
Indicateurs non pondérés				
Politiques appropriées et opportunes adoptées par les pays à la suite de réseautage, de formation, d'échange d'information, d'établissement de programme de pays et/ou de renforcement des institutions (nombre de pays)	N/i	3 pays	Préparation avancée d'un plan national sur les produits de remplacement du BrM; dans un pays, série de mesures, d'interdictions et de sanctions à l'appui de l'élimination d'ODS; dans un pays, établissement d'un groupe de travail sur les normes pour des programmes d'élimination	Politiques spécifiques identifiées pour 4 pays
Réduction de la consommation d'ODS en sus de celle qui résulte de projets d'investissement (tonnes ODP)	N/i	3 tonnes	Achèvement de l'élimination sectorielle de la réfrigération domestique et des solvants dans un pays non spécifié et respect du gel dans 4 pays	20 tonnes des projets de récupération et de recyclage
N/a – Non applicable les années précédentes.				
N/i – Non indiqué.				
* Inclut les coûts d'appui des agences, mais excluant les 15% de surprogrammation.				

RECOMMANDATIONS

Lorsqu'il aura terminé ses délibérations sur les questions encore non résolues, le Comité exécutif est invité à:

1. prendre note du plan d'activités global,

2. entériner les affectations sectorielles proposées comme objectifs pour le Fonds multilatéral en 1999,

3. entériner les affectations régionales proposées comme objectifs pour le Fonds multilatéral en 1999,

4. examiner les objectifs d'élimination d'ODS et de décaissement à la lumière des débats sur les plans d'activités des agences d'exécution et à approuver les objectifs du Fonds multilatéral pour 1999 en tenant compte des décisions prises pour chacune des agences,

5. examiner les objectifs prévus en matière de soumission de rapports d'achèvement de projets à la lumière des débats sur les plans d'activités des agences d'exécution et à approuver les objectifs du Fonds multilatéral pour 1999 en tenant compte des décisions prises pour chacune des agences.